



INFO PARIS Ile de France

Chers amis,



Les lettres se suivent, et confirment que nous entrons dans une ère nouvelle d'évolution des paradigmes géostratégiques, au Moyen-Orient, en Afrique, mais aussi en Asie, en mer méridionale où la Chine revendique une expansion de son territoire maritime. Toutes ces menaces sécuritaires dans le monde conduisent à un renforcement significatif du secteur de la défense.

En France, selon une récente étude du cabinet d'audit Deloitte, le budget 2017 de la Défense (hors pensions) de 32,7 Mds € représente 1,77 % du PIB, en augmentation de 600 M€ par rapport à 2016, et pourrait se rapprocher de 2 % en 2020. Cet accroissement est le reflet de l'état des tensions en cours, et doit nous amener à consolider fortement notre engagement.

Vous avez d'ores et déjà démontré votre volonté d'engagement à l'occasion de notre assemblée générale mixte (extraordinaire et ordinaire), le 22 avril dernier, et nous vous en remercions. Les ambitions de notre association ont été inscrites dans ses statuts, amendés et complétés par un règlement intérieur (disponibles sur notre site internet): nous sommes fin prêts pour renforcer nos actions, en phase avec l'évolution de l'actuel contexte géopolitique.

Notre initiative d'organisation du premier «Printemps des auditeurs», ce 26 juin, qui a le soutien fort de l'IHEDN et de l'Union-IHEDN, montre l'importance de notre communauté IHEDN et son ouverture à sensibiliser le plus grand nombre aux notions de défense, de conscience collective et de citoyenneté.

Après ces 6 premiers mois de l'année, je tiens à remercier tous les membres impliqués dans les actions de notre association, qui font d'elle un moteur du renforcement du lien armée-nation et de la promotion de l'esprit de défense, en contribuant à l'élargissement de notre communauté IHEDN, mais aussi à féliciter le comité d'étude «dialogue interculturel et interreligieux», créé en 2010, et qui vient de recevoir une récompense aux trophées du CiDAN (Civisme Défense Armée Nation): une première dans la communauté de l'Union-IHEDN.

Une prochaine session IHEDN en région se tiendra à Paris début 2018: je vous invite, dès à présent, à sensibiliser toutes les personnes de votre entourage susceptibles d'être intéressées par cette formation exceptionnelle, sans oublier

tous les autres modules de formation proposés par l'IHEDN, de la session plus longue, «la nationale», à celle dédiée à l'Intelligence économique, ou encore, celle réservée aux jeunes.

Le Comité directeur vous donne rendez-vous, nombreux, le 28 septembre prochain, pour le dîner de rentrée de l'Association, qui sera suivi par un cycle de conférences et par notre voyage d'étude à Shanghai (Chine), du 14 au 22 octobre 2017. Je vous souhaite, d'ici là, un très bel été.

Très amicalement,

Édouard DETAILLE, *président de l'Association IHEDN région Paris Île-de-France*

L'ASSO EN ACTION (S)

LES ASSEMBLÉES GÉNÉRALES DU 22 AVRIL

Cette année vous a fait bénéficier de 2 assemblées en une !

L'assemblée générale extraordinaire, très matinale, a accueilli 119 présents ou représentés, dépassant largement le quorum de 1/3 (soit 78 présents ou représentés) des 233 auditeurs à jour de leur cotisation à la date de l'assemblée générale extraordinaire.

Le président et le secrétaire général l'ont introduite en rappelant que le projet de nouveaux statuts découlait du travail de près d'un an du Bureau et du Comité directeur, avec le soutien de Maître Michel LAVIOLETTE, notre camarade avocat, membre associé, qu'ils remerciaient pour cet important travail.

Jean-Marc SCHAUB a présenté les modifications des statuts de l'Association, ainsi que le projet de règlement intérieur, sur la base des informations données avec la convocation à l'AGE. Plusieurs membres sont intervenus sur ce sujet.

Concernant la recherche de recettes extérieures et la vente de prestations, l'attention a été attirée sur la nécessité de garder un volume modéré, afin de ne pas risquer d'être requalifié en société commerciale. Le souhait de ne pas introduire dans les statuts la notion d'âge des membres associés invités au Comité directeur, apparu inutilement bloquant, a également été formulé.

AGENDA

- 16 MAI** Conférence *La lutte contre le terrorisme : peut-on s'inspirer de l'expérience israélienne ?* par Nitzan NURIEL (avec l'EIPA - Europe Israël Press Association - et le CAT - Centre d'analyse du terrorisme).
- 19 JUIN** Dîner de fin d'année.
- 21 JUIN** Conférence *Les conséquences des conflits oubliés pour l'Europe et la France: situation et perspectives des réfugiés et déplacés internes de longue date, le cas de l'Azerbaïdjan*, au Sénat (avec l'Institut Robert Schumann et le Cercle européen d'Azerbaïdjan).
- 22 JUIN** Remise de prix, pour l'Association, des trophées CIDAN au Sénat.
- 24 JUIN** Commémoration *Chemin-de mémoire 14 / 18* au Chemin des dames (Aisne).
- 26 JUIN** *1^{er} printemps des auditeurs* organisé par l'association des auditeurs IHEDN région Paris IDF avec l'IHEDN et l'Union IHEDN.
- 3 – 8 JUILLET** Séminaire IHEDN-Jeunes
- 20 SEPTEMBRE** Conférence de Jean-Marc DANIEL *La guerre de demain sera-t-elle une guerre monétaire*
- 21 SEPTEMBRE** Séminaire *Élus-correspondants défense* à Drancy (Seine Saint Denis).
- 5 OCTOBRE** Conférence d'Alexandra LAVASTINE *De l'impérieuse nécessité d'un réarmement intellectuel et moral face au djihadisme*
- 28 SEPTEMBRE** Dîner de rentrée de l'Association.
- 20 OCTOBRE** Rallye citoyen du Trinôme de Créteil.
- 8 NOVEMBRE** Conférence de Xavier RAUFER *Cyber crime : les spécialistes sonnent l'alarme*
- 23 NOVEMBRE** Conférence du comité d'étude JEUNESSE.
- 8 DÉCEMBRE** Forum national des auditeurs à Paris organisé par l'association avec l'Union-IHEDN.

Le président, Édouard DETAILLE, et Jean-Marc SCHAUB, en apportant les réponses nécessaires, ont proposé que la notion d'âge des représentants des membres associés soit indiquée dans le règlement intérieur. L'évolution des statuts et le règlement intérieur ont été adoptés à la quasi-unanimité: 118 votants; 1 contre; 0 abstention; 117 pour.

L'assemblée générale ordinaire qui a suivi, a comptabilisé 134 auditeurs présents ou représentés.

Le président a présenté son rapport moral pour l'année 2016, marquée par sa nomination comme président à compter du 14 avril 2016, et a mis l'accent sur les tendances du sondage de satisfaction mené auprès des adhérents en décembre 2016, la communication (évolution vers le numérique, usage d'une plateforme numérique HelloAsso, lettre d'information numérique), les actions de rayonnement, d'ouverture vers les élus et les réservistes, la clarification de la pratique budgétaire, la recherche de mécénat et le rôle des dons. Il a terminé son intervention par une évocation des projets 2017.

Le secrétaire général, Pascal ROZE, a exposé son rapport d'activités pour l'année 2016 portant sur les réunions statutaires, les 40 ans de l'association en juin 2016, les

missions de réflexion (comités d'études) et la formation, les partenariats, le rayonnement.

Le trésorier, Bernard LAMY, a ensuite présenté le rapport et le bilan financiers: les comptes ont été adoptés à l'unanimité moins 2 abstentions. Le projet de budget 2017 et le maintien de la cotisation à son niveau actuel de 50€ ont été votés à l'unanimité.

Tous les documents relatifs à ces AG sont disponibles sur le site de l'Association.

Enfin, a eu lieu l'élection des membres au Comité directeur: pour les six postes à pourvoir, les dix auditeurs candidats se sont présentés. Le dépouillement (134 électeurs présents ou représentés, 133 bulletins valables et 1 bulletin nul), a donné les résultats suivants:

Emmanuel GOURAUD; Bernard LAMY; Isabelle HUGUES de SEGONZAC; Arnaud FICHOLLE; Frédéric JALLAT; Jean-Louis COVILLE ont été élus.



Jean Michel MOTA a présenté le voyage d'étude en Italie.

L'assemblée générale s'est achevée sur la conclusion de Mario FAURE, président de l'Union IHEDN, et a été suivie du traditionnel déjeuner, dans l'un des salons de la Rotonde. Le sondage réalisé sur cette journée, a mis en exergue sa bonne organisation et une préférence pour le confort du déjeuner assis, par rapport au buffet, plus «mélangeur».

Pascal ROZE et Marileine TOINET

DÎNER ANNUEL

Le traditionnel dîner annuel a réuni 75 participants le lundi 19 juin, au pavillon Joffre, sous une température caniculaire vaillamment supportée. Il a permis d'établir le bilan de l'année et d'annoncer les perspectives du deuxième semestre.

La soirée a été marquée par l'intervention du professeur Martin MOTTE, directeur du cours de stratégie à l'École de guerre et historien à la Sorbonne, qui a traité de l'autonomie stratégique de la France, sous une approche historique et avec un éclairage contemporain: qu'est-ce que l'autonomie stratégique? Quels en sont les origines, le contexte, les conditions? Les facteurs démultiplicateurs? Autant d'illustrations, au 14^è, au 20^è, au 21^è siècles, du thème actuellement étudié par l'ensemble des associations de



l'Union IHEDN, dans la perspective du Forum des auditeurs en décembre 2017.

Marileine TOINET

LA RÉFLEXION ET LES ÉTUDES

LA JEUNESSE DES TERRITOIRES FRAGILES

La poursuite des travaux a donné lieu le Jeudi 9 Mai à une passionnante rencontre avec le colonel Jean-Pierre METZ, chef d'État-major du «service militaire volontaire» (SMV).

Le SMV est un dispositif socioprofessionnel d'insertion des jeunes français de 18 à 25 ans, imaginé après les attentats de 2015, comme contribution du ministère de la Défense à la cohésion nationale. Il s'inscrit dans un pilier "prévention" destiné à asseoir la place des jeunes délaissés dans la société. Inspiré du «service militaire adapté» (SMA) d'outre-mer, il a été confié à l'armée de terre. Son extension aux autres armées est en cours.

L'encadrement est composé de militaires d'active. Les infrastructures sont pour l'instant militaires. Les volontaires souscrivent un contrat d'engagement, portent un uniforme, et sont soumis au règlement de discipline en vigueur dans les armées. À partir du potentiel du territoire sur lequel le centre est implanté, les jeunes gens doivent s'inscrire dans les filières identifiées, porteuses de débouchés, et faire tous efforts pour s'y conformer. Ces filières ne sont pas militaires: elles concernent de jeunes civils, pour des emplois civils, après remise à niveau et formation.

Le processus passe par un diagnostic territorial préalable du bassin d'emploi du centre et par l'identification de métiers, en tension, de niche, ou d'avenir. Ainsi, les jeunes connaissent-ils les filières ouvertes lors de leur candidature, deux ou trois mois avant leur incorporation. Celle-ci comprend un entretien de motivation pour valider les choix, et un examen médical.

Le stage s'organise en deux blocs: un parcours de quatre mois vise à perfectionner le savoir-être, les comportements, le goût de l'effort, l'estime de soi, comporte des missions citoyennes pour passer du savoir-être au savoir-donner, et est suivi d'une formation professionnelle, qui dépend du

niveau des jeunes gens et de la filière professionnelle. Il débouche sur une embauche ou sur la reprise du cursus.

L'insertion est réalisée à 72 %, soit 150 jeunes sur 209. 50 sont partis avant la fin de la formation au cours des trois premières semaines, pour inaptitude médicale ou pour indiscipline, mais surtout pour "convenances personnelles".

Le SMV est le seul dispositif relevant d'une enquête d'évaluation de l'insertion au bout de six mois, menée par le CNRS recontactant le jeune ou son employeur. Les perspectives pour 2017/2018 concernent l'évolution de la gouvernance puisque le SMV a été changé (décret du 7 mai 2017) en «service à compétence nationale», rattaché à la Direction du service national, au sein du SGA (Secrétariat général des armées) avec autonomie garantie, notamment financière, vis à vis de l'armée de terre. Par ailleurs, ont été élaborées des procédures innovantes pour anticiper les contraintes à venir, concernant la communication et la promotion du label «SMV», qui commence à être connu dans les territoires, afin de mieux associer les territoires en amont, dans le cadre de la «procédure de manifestation d'intérêt».

Le SMV n'est pas imposé, mais est fait pour permettre d'insérer les jeunes dans le territoire, créant ainsi un bénéfice pour tous.

Le Comité a rencontré le 16 mai Valérie ONILLON, chef de service «Insertion professionnelle et formation» de l'EPIDE de Montry (Établissement pour l'insertion dans l'emploi), et a auditionné le 15 juin Denis BOUCHARD, président de l'E2C (École de la seconde chance). Les réunions du Comité sont prévues les 21 juin, 19 septembre, 17 octobre, 21 novembre. Il prévoit la tenue d'une Conférence le Jeudi 23 novembre 2017.

Maryse VISEUR

AUTONOMIE STRATÉGIQUE DE LA FRANCE LA DIPLOMATIE NAVALE, UN DES ACTEURS DE CETTE AUTONOMIE

Le Comité a achevé son cycle d'auditions en recevant récemment le général Alexandre LALANNE-BERDOUICQ, l'ambassadeur Serge SEGURA et le capitaine de vaisseau Yves POSTEC.

Ces interventions ont porté notamment sur les changements intervenus depuis le dernier Livre blanc: apparition de Daech (Organisation de l'État islamique), retour de la Russie sur la scène internationale et l'océan Pacifique, situation de «puissances de la zone Pacifique» de la Russie, des USA et de la Chine, alors que la France y est peu visible, bien que s'y trouve la plus grande partie de sa ZEE (Zone économique exclusive).

La visibilité d'une marine est un outil diplomatique fort. Aussi la France se doit-elle d'être plus présente afin d'y défendre ses intérêts et rayonner. Alors que la Chine, puissance centripète, entend s'installer aux endroits où elle ne rencontre pas d'opposition, la diplomatie navale de la France doit se conjuguer avec une forte présence de sa marine nationale dans cette région, afin de peser dans ces

différents « bras de fer », à l'instar de sa puissance reconnue en Méditerranée et sur les côtes de l'Afrique de l'Ouest. Une telle politique nécessite d'importants moyens financiers et humains, investissements nécessaires pour que la France garde, en Extrême-Orient, son rang de grande puissance.

La diplomatie navale comprend deux composantes:

- La diplomatie navale permanente. Outre un symbole fort, la présence navale française, dans une région où elle arbore son pavillon, démontre notre intérêt pour les pays riverains. Les escales font partie de cette diplomatie navale, la motivation principale étant de nouer ou de renforcer des relations diplomatiques.

- La diplomatie navale de crise. Elle s'opère lors de catastrophes naturelles (Tsunami), permet de protéger nos propres ressources, constitue une manifestation de puissance (présence du porte-avions) et demeure indispensable pour notre liberté de circulation sur l'ensemble des mers du globe.

Notre patrimoine maritime, mers et océans, prend aujourd'hui de plus en plus d'importance dans la diplomatie française. La diplomatie des océans couvre trois thèmes dans les relations internationales:

- les crises en mer et le maintien de l'ordre sur les océans;
- la gouvernance des océans au sein des différentes organisations internationales, conférences et conventions concernant les mers régionales;
- l'économie bleue, dont l'importance est croissante.

En forme de conclusion: la vision de Cromwell, pour qui la marine de guerre anglaise était le meilleur des ambassadeurs, pourrait être source d'inspiration.

Le Comité a engagé la rédaction de son rapport de synthèse, rendu le 23 juin à l'Union IHEDN, en vue de la restitution générale des rapports des associations régionales au Forum national des auditeurs du 9 décembre, à Paris, organisé par l'AR 16.

Jean-Louis COVILLE

CYBER-STRATÉGIE

Ce comité, conformément à l'esprit de l'IHEDN, se compose d'experts et d'acteurs informatiques, mais aussi de non spécialistes, intéressés par les questions de cybersécurité, de prévention et de bonnes pratiques en lien avec la sécurité des données. Conscient du décalage entre les enjeux du cyberspace et les actions que nous sommes en mesure de mener, le Comité a fait le choix de s'orienter vers un public qui lui semble prioritaire et pouvant bénéficier utilement de ses travaux: les TPE/PME qui sont souvent extrêmement vulnérables aux attaques malveillantes, mais qui ne peuvent faire l'économie d'une présence numérique.

Le comité Cyber-stratégie, fort de la diversité de ses 9 membres (travaillant pour la défense, de grands groupes, des collectivités, des entreprises ou en qualité d'indépendants), a décidé d'utiliser cette richesse et de favoriser les liens entre ces différents univers, en se faisant

le relais d'informations pour les TPE/PME. En effet, des formations et des outils de qualité existent, mais ils sont trop souvent méconnus des dirigeants de ces entreprises, qui peinent parfois à prendre la mesure des risques encourus et des moyens de les prévenir. Dans cette optique, le comité s'est réuni quatre fois cette année pour préparer une réponse à trois niveaux:

- Une démarche pragmatique, en allant à la rencontre de structures regroupant des TPE/PME pour les informer sur les ressources existantes, comme par exemple la formation Cyber PME de l'IHEDN ou la plateforme de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information (ANSSI).

- Une démarche didactique, en participant, fin juin, à une table ronde sur la cyber-sécurité organisée par Croissance Plus, en proposant au second semestre prochain une conférence publique sur la cyber-stratégie et une visite d'un centre de données (data center) pour les membres de notre association.

- Et enfin, une démarche de veille et de ressources, en créant un blog (en cours de construction), tenu par le Comité et proposant des outils, des actualités, des ressources, des retours d'expériences autour de la cyber-stratégie.

Les activités à venir sont passionnantes, et n'hésitez pas à proposer des idées, à solliciter le comité Cyber-stratégie pour des interventions, ou à nous rejoindre si ce thème vous intéresse. Tous les talents comptent !

Céline ViGUIE

CONFÉRENCES

AUTONOMIE STRATÉGIQUE DE LA FRANCE ET MOYEN-ORIENT 21 février 2017, par Khattar ABOU DIAB, politologue, enseignant à l'Université de Paris Sud – Paris XI, directeur de « Conseil géopolitique-Perspectives »



Depuis 2011, les défis révélés par l'ancien Livre blanc de 2008, sont toujours d'actualité: terrorisme, cyber-menaces, prolifération nucléaire. De plus, les recommandations du « Livre Blanc sur la défense et la sécurité nationale » (2013), s'appliquent notamment dans les secteurs prioritaires

(Afrique et Moyen-Orient). S'y ajoutent une forme de tension avec la Russie et la déstabilisation outre-Méditerranée.

Sur l'échiquier d'un grand Moyen-Orient, le bilan de la France paraît nuancé politiquement, avec des succès commerciaux et économiques, le développement de divers partenariats, et volontaire stratégiquement.

Mais, pour bien relancer le rôle français outre-Méditerranée, il est indispensable d'élaborer une feuille de route diplomatique prenant en compte la dimension européenne, ce qui nécessite une redéfinition des priorités et une clarification au niveau des alliances et de leurs répercussions dans l'Hexagone.

Face à la montée du rôle russe, à l'ambiguïté des intentions américaines de D. Trump, et aux faiblesses intrinsèques de l'Europe, la France devrait adapter son outil militaire (par exemple, l'allègement des charges de la sécurité intérieure - la Garde nationale comme substitution - ; le renforcement des capacités de projection et notamment un autre porte-avions; moins de charges dans les opérations de maintien de la paix, pour mieux participer aux opérations urgentes, ou à la lutte contre le terrorisme) pour répondre à des menaces plus diffuses et à une instabilité moyen-orientale qui risque de durer. Sans l'addition de ses atouts et de ses adaptations militaires, la France ne pourrait pas consolider son influence dans le voisinage méditerranéen. Ce changement de cap est une condition sine qua non pour assurer l'autonomie stratégique de la France et la défense de ses intérêts économiques et politiques.

Sans doute, les dimensions intérieures et extérieures se mêlent-elles dans les domaines de la lutte contre le terrorisme et de l'interaction supposée entre phénomène terroriste, avec l'Islam, et la France plurielle. Tout au long de la campagne électorale en 2017, la sécurité des Français et la place de l'Islam ont été parmi les dossiers sensibles, objet de polémiques et prises de positions contradictoires.

Khattar ABOU DIAB

IMPLICATIONS STRATÉGIQUES EN ASIE PACIFIQUE DE LA MONTÉE EN PUISSANCE DE LA CHINE

Introduction à la conférence de Anne CULLERRE - 9 mars

La montée en puissance de la Chine s'inscrit dans une perspective historique: la parenthèse d'influence du pays au 19^e siècle s'est refermée avec la prise de pouvoir, en 1949, de Mao ZEDONG et la consolidation intérieure du pouvoir communiste.

La politique de réforme et d'ouverture de Deng XIAOPING, tournée vers la mer, a entraîné de nouvelles interactions avec les autres puissances, notamment navales. Ses succès économiques ont donné à la Chine plus de moyens pour peser dans l'évolution de l'ordre international, au mieux de ses intérêts.

Sur le plan intérieur, l'engagement d'assurer la prospérité individuelle en contrepartie de la confiscation de tout droit d'expression politique a imposé une obligation de croissance économique, dont dépend la pérennité du parti communiste.

La Chine est un compétiteur pour qui la peur, l'intérêt et l'honneur, constituent trois facteurs principaux des nouvelles équations stratégiques. La puissance chinoise restaurée, vise en priorité à répondre aux exigences économiques d'une population dont le ciment national provient de la «politique de revitalisation» et de la mémoire du «siècle d'humiliation» provoqué par les puissances occidentales et le Japon. Ses partenaires profitent de son dynamisme économique jusqu'à en devenir dépendants (certains pays d'Afrique) mais s'inquiètent de l'affirmation militaire de Pékin. Il est donc restrictif d'appréhender la question de la mer de Chine méridionale, à l'aune de l'intérêt des économies européennes à voir s'appliquer le respect de la liberté de circulation maritime.

Depuis la mise en place, en 1945, du système régissant l'ordre international, le monde a changé. Les modalités d'adaptation relèvent de différences de conception, pouvant conduire à des divergences stratégiques préoccupantes entre les grands acteurs sécuritaires. Cela a conduit le ministre de la défense, Jean-Yves LE DRIAN, à mettre en garde contre le risque de la normalisation de la politique du fort au faible, ou du fait accompli, en soulignant que «le respect de la norme de droit, la recherche du dialogue, la fermeté lorsque cette norme est violée, sont au cœur du multilatéralisme responsable qui doit caractériser, aux yeux de la France, l'action de l'Union européenne.» (Dialogue du Shangri La, Singapour, 5 juin 2016).

Capitaine de frégate Jérôme CHARDON

LA CHINE DANS LE PACIFIQUE: LES FERMENTS D'UNE CRISE MAJEURE *par la Vice-amiral Anne CULLERRE*

Revendications territoriales historiques en mer de Chine méridionale, attachement «inaliénable» à Taïwan, animosité historique avec le Japon, rôle ambigu envers la Corée du Nord, relation sans concession avec Russie: la Chine inquiète ses voisins du Pacifique, autant qu'elle est courtisée.

Ses ambitions s'expriment le plus clairement en mer de Chine méridionale pour y asseoir son hégémonie: recherche d'affranchissement des règles du droit international ; politique très agressive d'annexion d'îles revendiquées par les autres pays riverains, en se fondant sur des «droits historiques incontestables», considérés supérieurs au droit international; remise en cause de la liberté de navigation, notamment des navires de guerre; militarisation progressive des territoires dont elle a pris possession.

Ce comportement n'est pas une «surprise stratégique»: ces revendications sont affirmées depuis des années, face à des acteurs nombreux (dont les États-Unis), aux intérêts souvent divergents. La zone est stratégique, économiquement (ressources halieutiques, hydrocarbures, transit international) et militairement («bastion» pour les sous-marins nucléaires chinois, capacité à menacer les États-Unis). Elle cristallise les craintes qu'un incident dégénère en conflit.

Cette crainte est nourrie par la modernisation, depuis 2013, et le renforcement de son appareil militaire, sa marine en particulier, pour soutenir l'ambitieux «rêve chinois» de grandeur retrouvée en devenant une vraie puissance

maritime. La Chine s'est ainsi dotée d'une capacité «anti accès» depuis la terre, permettant à sa marine de quitter son rôle traditionnel de «marine forteresse» pour être une marine expéditionnaire, grâce à un premier porte-avions, complété par la construction d'autres, et par l'existence de patrouilles de ses SNLE.

Face à cette situation, la militarisation des pays de la zone Pacifique devient avérée. De nombreuses questions demeurent, dont surtout la posture des USA. Rappelons aussi le rôle de la France dans le Pacifique, seul pays européen à y maintenir en permanence des forces militaires: ses patrouilles maritimes régulières en mer de Chine, démontrent l'attachement au respect du droit international de la mer.

Vice-amiral Anne CULLERRE

L'EUPHRATE: UNE FRONTIÈRE PÉRENNE, DE L'ANTIQUITÉ A NOS JOURS

par Aède ALMHANA, Docteur en Archéologie - 30 mars



Lieu d'accueil de civilisations antiques grandioses, la Syrie modèle son territoire autour de l'Euphrate, qui la traverse du Nord- Ouest au Sud-Est, qui a joué un rôle politique, économique, culturel et artistique important et qui représente une source archéologique et historique majeure. Ce fleuve a constitué une frontière entre deux empires (romain, puis byzantin à l'Ouest, parthe, puis perse à l'Est), même si les frontières se sont déplacées d'un côté ou de l'autre du fleuve, qui est un «point de repère» matérialisé par un ensemble de villes limitrophes.

Lieux sécurisés de stockage (nourriture et armes), étapes militaires, ces «villes-frontières» offrent la sécurité aux populations, et sont lieux de pouvoir, de contre-pouvoir, de rivalités politiques, voire de conflits entre communautés religieuses.

Alep, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1986, est la plus ancienne ville habitée du monde, très importante à l'époque romaine, précocement christianisée, riche d'édifices paléochrétiens et musulmans.

Zénobia, fortifiée sous Justinien, maintes fois disputée, illustre la problématique de la guerre et de la paix entre empires byzantin et perse.

Palmyre, inscrite au patrimoine mondial de l'Unesco depuis 1980, est la plus remarquable pour ses édifices romains. Au 3^e siècle avant JC, son pouvoir s'étendait de l'Asie mineure à l'Égypte.

Douras-Europos est l'exemple exceptionnel de construction, suivant l'urbanisme grec, d'une cité autour de ses fortifications naturelles.

Aujourd'hui, il est significatif que Daech, dans un délire géopolitique de califat unifié, se soit établi sur l'Euphrate pour mieux nier cette barrière naturelle et en détruire les témoignages archéologiques. Des pans entiers de ce patrimoine de l'humanité ont ainsi disparu. A Alep, la vieille ville, son marché couvert, le plus grand du monde, et sa citadelle ont été touchés. A Zénobia une dizaine des tours funéraires ont été détruites, des fouilles clandestines ont été effectuées, comme à Douras-Europos, systématiquement pillée. Enfin, Palmyre a connu d'horribles et massives destructions (temples de Bêl et de Baalshamin, arc de Triomphe, Tetrastyle, tours et hypogées de la Vallée des tombeaux, dont Daech a fait des dortoirs après en avoir badigeonné les décors peints). Devant une telle situation, nous devons nous montrer solidaires car nous sommes tous concernés.

Aède ALMHANA

LES RENCONTRES DE LA SÉCURITÉ D'AGEN

De la citoyenneté à la sécurité: un engagement réciproque

Les rencontres de la sécurité se sont tenues à Agen, du 12 au 15 octobre 2016, rassemblant tous les acteurs-clés de la sécurité. Ce forum, ouvert à un large public, avait le double objectif de prévention et d'engagement citoyen.

S'y sont retrouvés, d'une part les acteurs militaires (marine nationale, armée de terre, armée de l'air et gendarmerie) et d'autre part la police nationale, l'administration pénitentiaire, dont l'école de formation, l'École nationale de l'administration pénitentiaire (ENAP) située à Agen, la Croix-Rouge, la Protection civile, les pompiers ainsi que «l'association pilote police gendarmerie» (APPG). Chaque acteur a présenté ses missions, sa place dans l'architecture générale de la sécurité, de la prévention à la répression, en passant par le renseignement. La complémentarité des approches a laissé deviner les synergies à l'œuvre.

La sécurité a été présentée comme étant l'affaire de tous: le citoyen attentif aux impératifs de la sécurité routière, celui qui, par un geste simple, peut sauver une vie, ou celui qui, par son comportement, préserve les autres. Concrètement, les ateliers animés par la Croix-Rouge et la sécurité civile ont présenté les formations aux premiers secours. Cet engagement citoyen peut prendre des formes variées. Ainsi, les pompiers, outre le rappel de leurs missions, ont insisté sur le rôle important des sapeurs-pompiers volontaires qui maillent le territoire: plus de 1 000 dans le Lot-et-Garonne, renforçant les 200 professionnels de ce département. Au niveau national, on compte plus de 190 000 volontaires.

L'administration pénitentiaire occupe une place-clé dans le dispositif. La privation de liberté, le milieu ouvert comme la protection judiciaire de la jeunesse, se situent à mi-chemin entre la réinsertion et la prévention. Le stand de l'ENAP décrivait toutes ces missions, afin de sensibiliser à des métiers souvent mal connus: surveillant, lieutenant, directeur des services pénitentiaires, conseillers et directeur des services d'insertion et de probation.

Les armées, la police, comme la gendarmerie, se sont inscrites dans le même esprit d'engagement qui a, en particulier, vocation à prendre la forme de la Réserve. Celle-ci se trouve renforcée dans ses moyens, comme dans l'envergure de ses missions. François Hollande, dans ses vœux pour 2017, a rappelé sa volonté de constituer une force de 40 000 hommes pour épauler les forces de sécurité.

Le responsable du recrutement pour l'armée de terre a insisté sur les opportunités de métiers proposés par l'armée, notamment une vraie expérience très valorisable auprès des entreprises privées par la suite. Il a également fait état d'une augmentation des visites spontanées au centre de recrutement depuis les attentats de 2015, constatant qu'une part importante des jeunes a la volonté de s'investir différemment. Cette volonté de participer à une sécurité citoyenne, a été vivement ressentie sur les différents stands et ateliers lors de ces journées de sensibilisation.

Claire Mélanie POPINEAU

SÉMINAIRE JEUNES de l'IHEDN

Le 99^e séminaire «Jeunes» s'est déroulé du 13 au 18 février 2017, dans le cadre prestigieux du Centre international de séjours de Paris *Maurice Ravel*, à Paris (12^{ème}). Il rassemblait 84 étudiants et jeunes actifs issus des universités et grandes écoles, de la fonction publique et du



secteur privé. Jean-Dominique CARON, Jean-Michel MOTA et Pascal ROZE, membres du Comité directeur de l'Association et officiers de réserve, ont encadré 3 des 6 comités qui ont alterné travaux de comité, conférences sur la défense, visite de la base aérienne 110 de Creil et visite du site AIRBUS aux Mureaux. Les travaux des comités ont donné lieu à de brillantes restitutions à l'École militaire, prouvant le sérieux et la forte motivation des stagiaires. A titre expérimental, la restitution de l'un des trois thèmes de comité a été réalisée sous forme d'un jeu de rôle sur le thème «Quels outils développer pour sensibiliser la jeunesse

aux questions de défense et de sécurité», en dynamisant l'exercice de restitution pour le rendre le plus pertinent et opérationnel possible, selon le scénario suivant: deux sociétés, répondant à un appel d'offre, présentent leur produit au ministère de la défense, à savoir une application informatique installée sur un smartphone qui doit permettre de sensibiliser les jeunes aux questions de défense et de sécurité dans le cadre d'une initiative intitulée «Jeun's Def». A l'issue des exposés, un vote à main levée a choisi l'application et le projet retenus.

Jean-Michel MOTA

RÉCOMPENSE AU TROPHÉE CIDAN



Notre association a présenté, début avril 2017, un dossier de candidature à la 15^{ème} édition du «trophée Civisme et défense» organisé par le CiDAN, qui récompense des initiatives exemplaires en matière de citoyenneté, mettant en valeur le lien entre la société et la défense.

Créée en 1999, l'association «Civisme, défense, armée, nation» (CiDAN) a pour but de promouvoir et développer le civisme et les liens entre la nation et ses armées, dans une vision moderne du civisme, de la citoyenneté, du patriotisme, de la défense de la nation française, de la construction de l'Europe et de sa défense.

Notre candidature, la première depuis la création de l'Association, a mis en exergue les travaux sur le dialogue interculturel et interreligieux engagés de 2010 à 2015 par le Comité du même nom, présidé par Édouard DETAILLE, et qui a conduit à la création du Comité «à la rencontre de la

jeunesse des territoires fragiles» animé par Maryse VISEUR.

La délibération du jury, le 10 mai 2017, a attribué à l'Association, parmi les 7 candidats récompensés, un accessit au «Prix de l'éducation à la défense, au civisme et à la citoyenneté». La remise des prix s'est déroulée au Sénat le 22 juin 2017. Nous en sommes fiers et heureux.

Jean-Marc SCHAUB

PRINTEMPS DES AUDITEURS



Le premier «Printemps des auditeurs» a eu lieu le 26 juin 2017, de 18h30 à 20h30 à l'École militaire, en présence du général de corps d'armée, Bernard de COURRÈGES d'USTOU, directeur de l'IHEDN, de Mario FAURE, président de l'Union-IHEDN, fédération des 43 associations des auditeurs et participants aux formations de l'IHEDN, et d'Édouard DETAILLE, président de notre association.

Organisée conjointement par l'IHEDN, l'Union IHEDN et l'association IHEDN région Paris Île-de-France qui en est l'opérateur, cette rencontre avait pour objectif, devant un parterre d'auditeurs et de non-auditeurs de l'IHEDN, de donner la parole à des auditeurs des différentes formations proposées par l'Institut (sessions nationales, régionales, Intelligence économique...) pour mettre en valeur:

- les parcours et les engagements significatifs et parfois atypiques des auditeurs;
- la formation délivrée par l'Institut, dans sa spécificité et sa diversité;
- la communauté, si riche et variée, que nous représentons.

Quatre tables rondes (Cohésion nationale, Esprit de défense, Éducation, Relations internationales) ont été animées par la journaliste Patricia ALLEMONIÈRE, dans un cadre interactif.

Un cocktail a clôturé ce moment et permis de prolonger les échanges pour découvrir, faire découvrir, ou mieux connaître l'IHEDN et ses auditeurs.

Jean-Marc SCHAUB

Directeur de publication: Édouard DETAILLE.
Comité de rédaction: Anne de BAGNEAUX-SAVATIER, Édouard DETAILLE, Isabelle HUGUES de SEGONZAC, Marileine TOINET.

Association des auditeurs
IHEDN Région Paris Ile-de-France
École militaire 1, place Joffre - Case 41 Paris 75700 SP 07
secretariat@ihedn-paris.eu
www.ihedn-arparisidf.org
Maquettiste: Caroline Gorse-Combalat

LES BRÈVES DU CARNET



Notre camarade Arnaud FICHOLLE a été désigné récemment comme membre de l'Ordre de Saint Lazare de Jérusalem. Cette ONG dont la spécificité est d'être interreligieuse, ouverte à tous les chrétiens, vient en aide aux chrétiens d'Orient: dispensaires et matériel médical permettent de soigner les populations locales, les réfugiés, et ce, sans distinction de religion. Elle aide également les démunis en France. www.saint-lazare-france.fr

Nos camarades Thierry COLOMBIER, Jean-Louis COVILLE (membres du Codir), Christian LIGOUR (de l'ANORGEND et membre associé de l'Association) ont participé à la commémoration du 8 mai 1945 à Bois-Colombes, marquée par la présence de Monsieur Hubert FAURE, ancien du commando KIEFFER.

L'Association a fait partie, en 2017, des soutiens du 4ème concert Synopia (association animée par notre camarade Jean-Marc SCHAUB). Organisé avec le soutien du gouverneur militaire de Paris, le général de corps d'armée Bruno Le RAY, ce concert caritatif a présenté le 15 Juin à Saint Louis des Invalides, un programme classique et jazz sur le thème du Renouveau.

A l'occasion de l'Assemblée générale de l'Union-IHEDN (30 juin), pour la première fois, le rapport moral de son président, Mario FAURE, le rapport du délégué général et le rapport d'activité de la secrétaire générale, ont été adressés à chaque auditrice et auditeur. Cette initiative illustre la volonté du Président de donner aux membres des associations IHEDN, une vision claire des actions de l'Union pour notre communauté d'auditeurs, et donc de renforcer le sentiment d'appartenance de chacun à cette communauté.

DÉCÈS

Nous avons appris avec tristesse le décès (18 juin) de notre camarade Marc REVISE (SR105), Docteur en chirurgie dentaire.